



## Note de plaidoyer

### Les femmes et les filles du NORD-KIVU à nouveau à risque de violence

Octobre 2017

#### VIOLENCE ET DEPLACEMENT AU NORD KIVU

Au moins 1,242,000 personnes vivent toujours en situation de déplacement au Nord Kivu, suite à l'instabilité et l'insécurité qui règne dans la province<sup>1</sup> et qui aggrave une situation chronique. En effet, le Nord-Kivu reste en proie aux violences et conflits qui engendrent une situation humanitaire alarmante dans plusieurs territoires avec une récurrence des violences sexuelles.

Les groupes et milices armés font la loi presque partout et les communautés sont souvent opposées les unes aux autres. Les opérations militaires déclenchées par l'armée nationale pour rétablir l'ordre et les efforts de sensibilisation et de médiation communautaires engagés par divers acteurs n'ont pas encore produit les effets escomptés. Les populations sont obligées de fuir leurs milieux de vie pour chercher refuge dans des localités plus ou moins stables où les conditions de vie demeurent précaires.

Le Nord Kivu est une province connue pour l'incidence élevée des violences sexuelles liées au conflit depuis plusieurs années à l'instar de celles commises à Walikale en 2010<sup>2</sup> mais elle compte aussi une prévalence élevée des violences sexuelles. Elle n'est pas non plus épargnée d'autres formes des violences basées sur le genre (VBG) tels que les violences conjugales.

Les territoires les plus affectés sont ceux où les groupes armés sont actifs et/ou ceux où les opérations militaires sont en cours. Ainsi, des VBG, y compris l'exploitation sexuelle des enfants, l'exposition aux viols lors de la collecte de bois, les abandons scolaires liés aux grossesses précoces, etc, ont été rapportés dans les territoires de Beni, Butembo et Lubero, Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et Walikale. Les acteurs ont aussi noté que la part des violences basées sur le genre imputées à des civils ou se produisant sans lien directe avec les conflits est en hausse dans un

#### **FIANCEMENT URGEMENT DEMANDE POUR ASSISTER 93,150 FEMMES ET FILLES A RISQUE DE VBG ET LEURS COMMUNUTES**

1,242,000 personnes déplacées internes et retournées au Nord Kivu (septembre 2017) dont plus ou moins 645,840 femmes et filles.

310,500 femmes et filles en âge de procréer exposées aux violences sexuelles et à nombreuses autres formes des violences basées sur le genre pouvant mettre à risque leurs vies par :

- La contamination par les infections sexuellement transmises ;
- Des grossesses non désirées suite aux viols ;
- Des traumatismes graves (physiques et psychiques) pourtant jusqu'au suicide ;
- La stigmatisation et rejet communautaire

Pour toutes questions, contacter :  
Noemi Dalmonte, Coordinatrice Nationale Sous-Cluster VBG  
+243817150841  
Eliwo Akoto, Point focal plaidoyer Sous-cluster VBG Nord Kivu

<sup>1</sup> <http://ehtools.org>

<sup>2</sup> Rapport des viols à Walikale ; BCNUDH, juillet 2011.



## Note de plaidoyer

### Les femmes et les filles du NORD-KIVU à nouveau à risque de violence

contexte d'impunité généralisée. Un contexte où les crimes de violences sexuelles sont peu déclarés, à cause de la peur de la stigmatisation, des représailles, de la méfiance qui règne entre la population et les services de sécurité et de l'inefficacité des systèmes de protection.

#### REPONSE EN COURS

Chaque année la province enregistre autours de 6,000 incidents de VBG qui sont assistés par les acteurs humanitaires et de développement<sup>3</sup> et ces chiffres représentent le nombre le plus élevé des cas pris en charge en RDC par province. Au premier semestre 2017, 3286 cas ont été rapportés, ce qui indique que d'ici à la fin de l'année, les données collectées pourront dépasser les 6000 cas. Approximativement 50% des survivants enregistrés sont des mineurs<sup>4</sup>. Selon les cas rapportés, entre 95% et 98% des survivants sont de sexe féminin.

Plusieurs acteurs sont engagés dans la lutte contre les VBG au Nord Kivu. Sur les plans médical et psychosocial, ces acteurs assurent la réponse à travers la gestion clinique du viol intégrée à des services médicaux (y compris de santé mentale) et psychosociaux. Des efforts importants sont déployés pour soutenir la disponibilité des kits post viol dans les structures de santé ainsi que le renforcement des capacités des prestataires. Des stratégies de proximité par l'organisation des cliniques mobiles dans les zones éloignées sans couverture sont aussi mise en place pour compléter le dispositif existant. Sur le plan juridique et judiciaire, un soutien est offert pour le référencement vers les cliniques juridiques et les instances judiciaires, ainsi que l'assistance directe aux survivants devant ces instances et la mise en place des mesures de protection des plaignants et leurs familles. En matière de mitigation de risque et d'appui à la réinsertion socioéconomique, des initiatives sont lancées çà et là, mais elles demeurent largement insuffisantes par rapport aux besoins. En somme, malgré tous les efforts déployés, la lutte contre les VBG au Nord-Kivu est confrontée à plusieurs défis qui ont eu un effet contraignant sur l'impact escompté des interventions sur terrain.

En effet, le Nord-Kivu fait face à la diminution des interventions de lutte contre les VBG consécutive au tarissement des financements et à la clôture de plusieurs projets dans différentes zones. Au cours de cette année 2017, une dizaine de projets couvrant des zones à forte incidence de VBG ont été clôturés ou sont en voie de clôture, sans perspective de renouvellement ou de succession par de nouveaux projets. Cette situation place les popu-

<sup>3</sup> Selon la base de données nationale sur les VBG : Data.snvsbg.org:888 : 2011 (4689 cas), 2012 (7075 cas), 2013 (6507 cas), 2014 (6468 cas) 2015 (6691) et 2016 (5849)

<sup>4</sup> Composante Données et Cartographie – UNFPA/Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant ; Rapports 2014, 2015 et 2016.



## Note de plaidoyer

### Les femmes et les filles du NORD-KIVU à nouveau à risque de violence

lations à risque de VBG à grande échelle, principalement les femmes et les filles. Actuellement, l'accès des survivants au paquet complet de prise en charge devient difficile dans plusieurs zones où les projets ont été clôturés, telles que les axes Beni-Mutwanga et Beni-Oicha ; Masisi - Kibua - Walikale ; Kitchanga - Mweso - Pinga ; Rutshuru - Tongo - Bambo - Birambizo - Nyanzale - Kibirizi ; Lubero - Kayna - Luofu - Miriki.

Dans la province, la coordination de la lutte contre les VBG est assurée par le Ministère Provincial du Genre, de l'Enfant et de la Famille à travers le Groupe thématique Genre et par le Sous-Cluster VBG, avec l'UNFPA comme chef de file, en ce qui concerne l'action humanitaire. Ce dernier est appuyé par un Groupe Consultatif Stratégique regroupant 4 agences des Nations Unies, 3 ONG internationales, 2 ONG nationales et le Gouvernement congolais.

## RECOMMANDATIONS

Tenant compte de cette situation, il est judicieux d'obtenir un engagement des donateurs pour de nouveaux financements en vue de :

- Réduire les risques liés aux violences basées sur le genre et améliorer la qualité de la réponse ; Soutenir les personnes exposées aux risques de violences basées sur le genre à travers l'encadrement dans les activités de sensibilisation et de formation dans le cadre de la prévention desdites violences au sein des communautés ciblées ;
- Renforcer les actions de protection et prévention à base communautaire, en impliquant les leaders et acteurs communautaires à tous les niveaux à travers la masculinité positive et l'accès aux moyens de subsistance pour atténuer les risques ;
- Appuyer le fonctionnement des mécanismes de coordination et de suivi, y compris la collecte de données de qualité.